

Unité Départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du Monde
80 440 GLISY

Glisy, le 27/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARC EOLIEN GAZELENERGIE RENOUVELABLES

Lieux-dits "Bois Nanette" et "Bois Duvivier"
80290 CAULIERES

Références : 2022-E20139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN GAZELENERGIE RENOUVELABLES implanté aux lieux-dits "Bois Nanette" et "Bois Duvivier" 80290 CAULIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN GAZELENERGIE RENOUVELABLES
- Lieux-dits "Bois Nanette" et "Bois Duvivier" 80290 CAULIERES
- Code AIOT dans GUN : 0005107383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GazelEnergie Renouvelables exploite un parc de sept aérogénérateurs d'une puissance totale de 17,5 MW sis sur le territoire des communes de Caulières, de Eplèsier et de Lamaronde.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- rapport d'incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|---|
| Rapport d'incident | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence d'huile a été constatée sur les mâts de quatre aérogénérateurs et entre le rotor et une pôle pour un des quatre aérogénérateurs. Deux aérogénérateurs émettaient un bruit anormal et important lors de la mise en service liée à la vitesse du vent. Aucun rapport d'incident n'a été transmis à l'inspection des installations classées. En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection des installations classées propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article R512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats : La présence d'huile a été constatée sur les mâts de quatre aérogénérateurs (A1 GE25090102, A2 GE25090103, A3 GE 25090104 et B4 GE25090108) et entre le rotor et une pale pour un des quatre aérogénérateurs (A3 GE 25090104). Deux aérogénérateurs (A1 GE25090102 et B4 GE25090108) émettaient un bruit anormal et important lors de la mise en service liée à la vitesse du vent.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les rapports d'incident correspondants (fiche du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI)). Les mâts des quatre éoliennes devront être nettoyés. Le cas échéant, les terres contenant des traces d'huiles devront être évacuées vers une filière adaptée. Les déchets générés par le nettoyage devront être évacués conformément à la réglementation applicable, et les bordereaux de suivi déchets (trackdéchets) correspondants seront transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |